



CHAPITRE 233

Loi du ministère de l'éducation

Préam-
bule.

ATTENDU que tout enfant a le droit de bénéficier d'un système d'éducation qui favorise le plein épanouissement de sa personnalité;

Attendu que les parents ont le droit de choisir les institutions qui, selon leur conviction, assurent le mieux le respect des droits de leurs enfants;

Attendu que les personnes et les groupes ont le droit de créer des institutions d'enseignement autonomes et, les exigences du bien commun étant sauves, de bénéficier des moyens administratifs et financiers nécessaires à la poursuite de leurs fins;

Attendu qu'il importe d'instituer, suivant ces principes, un ministère de l'éducation dont les pouvoirs soient en relation avec les attributions reconnues à un conseil supérieur de l'éducation, à ses comités catholique et protestant ainsi qu'à ses commissions.

Devoirs
du
ministre.

1. Le ministre de l'éducation, désigné dans la présente loi sous le nom de « ministre », est chargé de la direction et de l'administration du ministère de l'éducation.

Idem.

Il est également chargé de l'application des lois relatives à l'éducation et des lois d'aide à la jeunesse, sauf celles dont l'application est confiée par la loi à un autre ministre. S. R. 1941, c. 58A, a. 1; 12-13 Eliz. II, c. 15, a. 1.

Idem.

2. Le ministre a la responsabilité de promouvoir l'éducation, d'assister la jeunesse dans la préparation et l'orientation de son avenir et d'assurer le développe-

CHAPTER 233

Education Department Act

WHEREAS every child is entitled to the advantage of a system of education conducive to the full development of his personality;

Whereas parents have the right to choose the institutions which, according to their convictions, ensure the greatest respect for the rights of their children;

Whereas persons and groups are entitled to establish autonomous educational institutions and, subject to the requirements of the common welfare, to avail themselves of the administrative and financial means necessary for the pursuit of their ends;

Whereas it is expedient to establish, in accordance with these principles, a department of education with powers commensurate with the functions vested in a superior council of education, its Catholic and Protestant committees and its boards.

1. The Minister of Education, in this act called the "Minister", is charged with the direction and administration of the Department of Education.

He is also charged with the carrying out of the laws respecting education and respecting assistance to youth, except those the carrying out of which is assigned by law to another minister. R. S. 1941, c. 58A, s. 1; 12-13 Eliz. II, c. 15, s. 1.

2. The Minister shall be responsible for promoting education and assisting the young in the preparation and planning of their future, and for ensuring the

ment des institutions d'enseignement. S. R. 1941, c. 58A, a. 2; 12-13 Eliz. II, c. 15, a. 1.

Études
etc., auto-
risées.

3. Le ministre peut faire effectuer les études et recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à la poursuite de l'activité du ministère, par toute personne ou tout organisme qu'il désigne, ou par tout comité qu'il constitue à cette fin. S. R. 1941, c. 58A, a. 3; 12-13 Eliz. II, c. 15, a. 1.

Rapport
à la Légis-
lature.

4. Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session, le ministre soumet à la Législature un rapport détaillé de l'activité de son ministère durant la précédente année financière.

Rensei-
gnements
à être
fournis.

Les statistiques et autres renseignements nécessaires à la préparation de ce rapport lui sont fournis, avant le 31 août de chaque année, par les commissaires et syndics d'écoles et par toutes les institutions d'enseignement, d'après les formulaires qu'il fournit à cette fin. S. R. 1941, c. 58A, a. 4; 12-13 Eliz. II, c. 15, a. 1.

Organisa-
tion d'ins-
titutions
d'ensei-
gnement.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre à organiser des écoles normales, des instituts de technologie, des écoles de métiers et toutes autres institutions d'enseignement à l'exception d'une université ou d'un centre d'apprentissage.

Acquisi-
tions
autorisées.

Il peut aussi, à ces fins, l'autoriser à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, des terrains ou des immeubles et bâtiments ainsi qu'à construire et aménager les bâtiments requis.

Restric-
tion.

Toutefois, le pouvoir d'expropriation stipulé à l'alinéa précédent ne s'applique pas à des terrains ou immeubles et bâtiments appartenant à des institutions indépendantes et servant à l'enseignement au degré secondaire ou au degré universitaire. S. R. 1941, c. 58A, a. 5; 12-13 Eliz. II, c. 15, a. 1.

Acquisi-
tions
autorisées.

6. Dans les territoires où il n'existe pas de commission scolaire, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à acquérir des terrains et à y construire des écoles, ou à acheter, pour être utilisées comme écoles, des maisons rencontrant les conditions requises par les règlements.

progress of educational institutions. R. S. 1941, c. 58A, s. 2; 12-13 Eliz. II, c. 15, s. 1.

3. The Minister may cause such studies and investigations to be made as he considers useful or necessary for the carrying on of the activities of the department, by such person or body as he may designate, or by any committee that he may establish for such purpose. R. S. 1941, c. 58A, s. 3; 12-13 Eliz. II, c. 15, s. 1.

4. Within fifteen days after the opening of each session, the Minister shall submit to the Legislature a detailed report of the activities of his department during the preceding fiscal year.

The statistics and other information necessary for the preparation of such report shall be given to him, before the 31st of August each year, by the school commissioners and trustees and by every educational institution, in accordance with the forms that he shall supply for such purpose. R. S. 1941, c. 58A, s. 4; 12-13 Eliz. II, c. 15, s. 1.

5. The Lieutenant-Governor in Council, upon such conditions as he determines, may authorize the Minister to establish normal schools, technological institutes, trade schools and any other educational institution except a university or an apprenticeship centre.

He may also authorize him, for such purpose, to acquire, by agreement or expropriation, lands or immovables and buildings and to erect and equip the buildings required.

Nevertheless the power of expropriation provided in the preceding paragraph shall not apply to lands or immovables and buildings belonging to independent institutions and used for instruction at the secondary level or the university level. R. S. 1941, c. 58A, s. 5; 12-13 Eliz. II, c. 15, s. 1.

6. In the territories where no school board exists, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister to acquire lands and to construct schools thereon, or to purchase for use as schools, houses meeting the conditions required by the regulations.

- Cession.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lorsqu'une municipalité scolaire est érigée ultérieurement conformément à la loi dans le territoire où se trouvent ce terrain et cette école, les céder, aux conditions qu'il détermine, à la corporation scolaire. S. R. 1941, c. 59, a. 592; 14 Geo. VI, c. 18, a. 28; 9-10 Eliz. II, c. 32, a. 4; 12-13 Eliz. II, c. 15, a. 45.
- The Lieutenant-Governor in Council** may, whenever a school municipality is hereafter erected in conformity with the law in the territory where such land and such school are situated, cede them, upon such conditions as he may determine, to the school corporation. R. S. 1941, c. 59, s. 592; 14 Geo. VI, c. 18, s. 28; 9-10 Eliz. II, c. 32, s. 4; 12-13 Eliz. II, c. 15, s. 45.
- Sous-ministre et associés.** 7. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre de l'éducation ci-après désigné sous le nom de « sous-ministre » et deux sous-ministres associés, l'un après consultation du comité catholique et l'autre après consultation du comité protestant du Conseil supérieur de l'éducation. S. R. 1941, c. 58A, a. 6; 12-13 Eliz. II, c. 15, a. 1.
- 7. The Lieutenant-Governor in Council** shall appoint a deputy minister of education, hereinafter called the "deputy minister", and two associate deputy ministers, one after consultation of the Catholic committee and the other after consultation of the Protestant committee of the Superior Council of Education. R. S. 1941, c. 58A, s. 6; 12-13 Eliz. II, c. 15, s. 1.
- Devoir du sous-ministre.** 8. Sous la direction du ministre, le sous-ministre a la surveillance des autres fonctionnaires et employés du ministère et il en administre les affaires courantes.
- 8. Under the direction of the Minister,** the deputy minister shall have the supervision of the other officers and employees of the department and shall manage its current business.
- Id., des sous-ministres associés.** Sous l'autorité du ministre et du sous-ministre et en tenant compte des exigences de la coordination établie dans le ministère, chaque sous-ministre associé a la responsabilité de l'orientation et de la direction générale des écoles reconnues comme catholiques ou protestantes, selon le cas. Il exerce, en outre, les pouvoirs du sous-ministre dans les sphères que détermine le ministre.
- Under the authority of the Minister and** deputy minister, and having regard to the need for coordination in the department, each associate deputy minister shall be responsible for the guidance and general direction of the schools recognized as Catholic or Protestant, as the case may be. He shall also exercise the powers of the deputy minister within the spheres determined by the Minister.
- Chef du ministère.** L'autorité du sous-ministre et de chacun des sous-ministres associés est celle du chef du ministère, leurs ordres doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre, et leur signature officielle donne force et autorité à tout document du ressort du ministère. S. R. 1941, c. 58A, aa. 7 et 8; 12-13 Eliz. II, c. 15, a. 1.
- The authority of the deputy minister** and of each associate deputy minister shall be that of the head of the department, their orders must be carried out in the same manner as those of the Minister and their official signature shall give force and authority to any document within the jurisdiction of the department. R. S. 1941, c. 58A, ss. 7 and 8; 12-13 Eliz. II, c. 15, s. 1.
- Autres fonctionnaires et employés.** 9. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme aussi, conformément à la Loi du service civil (chap. 13), tous autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du ministère. S. R. 1941, c. 58A, a. 9; 12-13 Eliz. II, c. 15, a. 1.
- 9. The Lieutenant-Governor in Council** shall also appoint, in accordance with the Civil Service Act (Chap. 13), all other officers and employees required for the proper administration of the department. R. S. 1941, c. 58A, s. 9; 12-13 Eliz. II, c. 15, s. 1.
- Devoirs.** 10. Les devoirs respectifs des fonctionnaires et employés du ministère, non expressément définis par la loi ou par le lieutenant-gouverneur en conseil, sont dé-
- 10. The respective duties of the officers** and employees of the department not expressly regulated by law or by the Lieutenant-Governor in Council shall be

terminés par le ministre. S. R. 1941, c. 58A, a. 10; 12-13 Eliz. II, c. 15, a. 1.

determined by the Minister. R. S. 1941, c. 58A, s. 10; 12-13 Eliz. II, c. 15, s. 1.

Signature. **11.** Nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou par le sous-ministre ou par un sous-ministre associé. S. R. 1941, c. 58A, a. 11; 12-13 Eliz. II, c. 15, a. 1.

11. No deed, document or writing shall bind the department, or be attributed to the Minister, unless signed by him, the deputy minister or an associate deputy minister. R. S. 1941, c. 58A, s. 11; 12-13 Eliz. II, c. 15, s. 1. Signature of deeds, etc.

Force probante de copies certifiées. **12.** Toute copie d'un document faisant partie des archives du ministère, certifiée conforme par le ministre ou le sous-ministre ou un sous-ministre associé, est authentique et a la même valeur que l'original. S. R. 1941, c. 58A, a. 12; 12-13 Eliz. II, c. 15, a. 1.

12. A copy of any document forming part of the archives of the department, certified as a true copy by the Minister, the deputy minister or an associate deputy minister, shall be authentic and shall have the same validity as the original. R. S. 1941, c. 58A, s. 12; 12-13 Eliz. II, c. 15, s. 1. Certified copies authentic.

Conventions autorisées. **13.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à conclure avec toute personne, société, corporation, institution ou gouvernement des conventions ayant pour objet de faciliter l'établissement des jeunes. 9 Geo. VI, c. 27, a. 1.

13. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister to enter into agreements with any person, firm, corporation, institution or government for the purpose of facilitating the establishing of youth. 9 Geo. VI, c. 27, s. 1. Agreements authorized.

Pouvoirs du gouvernement. **14.** Le gouvernement de la province est autorisé à prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires pour appliquer les articles 13 à 16 et exécuter les conventions conclues sous l'empire de l'article 13. 9 Geo. VI, c. 27, a. 2.

14. The Government of the Province is authorized to take all such steps as it may deem necessary for the carrying out of sections 13 to 16 and the fulfilling of the agreements entered into under the authority of section 13. 9 Geo. VI, c. 27, s. 2. Powers of Government.

Avances. **15.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des finances à avancer sur le fonds consolidé du revenu, pour les fins des conventions conclues en vertu de l'article 13, en attendant le versement des subventions payables par le gouvernement du Canada, une ou des sommes dont le total ne doit pas excéder le montant de ces subventions.

15. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Finance to advance, out of the consolidated revenue fund, for the purposes of the agreements entered into under section 13, pending the payment of the subsidies payable by the Government of Canada, a sum or sums not exceeding in the aggregate the amount of such subsidies. Advances.

Remboursement. Ces avances sont remboursées au fonds consolidé du revenu à même ces subventions. 9 Geo. VI, c. 27, a. 5.

Such advances shall be repaid to the consolidated revenue fund out of such subsidies. 9 Geo. VI, c. 27, s. 5. Repayment.

Fonds spécial. **16.** Les subventions payées par le gouvernement du Canada selon des conventions conclues en vertu de l'article 13 ne sont pas versées dans le fonds consolidé du revenu de la province, mais forment un fonds spécial qui doit, sous le contrôle du lieutenant-gouverneur en conseil, servir aux fins convenues. 9 Geo. VI, c. 27, a. 4.

16. The subsidies paid by the Government of Canada under agreements made by virtue of section 13 shall not be paid into the consolidated revenue fund of the Province, but shall constitute a special fund which, under the control of the Lieutenant-Governor in Council, shall be used for the purposes agreed upon. 9 Geo. VI, c. 27, s. 4. Special fund.